

576

Domaine public

Après la Suisse, le déluge

Partout, tous les jours et de plus en plus nombreuses à travers la Suisse, des manifestations de repli nationaliste — après la Suisse, le déluge! — des appels mal déguisés à l'égoïsme national présenté comme la clef de la survie dans un marasme international, financier et monétaire. Slogans souvent brodés sur le thème «tous sur le même bateau pour doubler ce mauvais cap!».

Et parallèlement, la dépendance de notre pays s'accroît d'année en année. Inexorablement. Jusqu'à prendre des proportions qui frôlent les records absolus si l'on considère la situation des pays dont la prospérité est comparable à la nôtre. Voyez l'économie helvétique toujours davantage tournée vers l'extérieur: la part des transactions économiques de la Suisse avec l'extérieur, c'est-à-dire la moyenne des exportations et des importations de biens et de services, s'élevait en 1978 (comme en 1979) à environ 34% du produit national brut; cette proportion n'était que de 30% en 1968 et de 27% dix ans plus tôt, en 1958. Dans deux pays seulement cette part, en 1978, était supérieure à celle enregistrée chez nous, aux Pays-Bas (47%) et en Belgique (51%). Partout ailleurs, elle était inférieure, que ce soit aux Etats-Unis et au Japon (10% chacun), en France ou en Allemagne (20%), en Italie ou au Canada (25%), en Suède et en Grande-Bretagne (30%). On compte sur eux, mais qu'ils ne comptent pas sur nous!

Jamais le bon moment!

Tous les spécialistes s'accordent sur ce point, du président de la Banque nationale aux milieux

patronaux: l'année 1980 aura été une bonne année pour l'économie (une «très bonne» année, même, pour M. Leutwyler). Entrera-t-on dès lors en matière sur les revendications des salariés? Minute...

D'abord, 1981 s'annonce moins bon que l'année précédente, au moins dans les six premiers mois. Bien sûr, on s'accorde à pronostiquer, dans les milieux patronaux toujours (voir par exemple la Société pour le développement de l'économie suisse, Sdes), que les carnets de commande «bien garnis» permettront peut-être de doubler sans trop de mal le cap du mois de juin pour se retrouver dans un climat économique général plus favorable dès juillet sans avoir eu à pâtir d'un certain marasme international.

Mais tout de même, l'incertitude des temps... Et puis finalement, bonne année ou pas, incertitude ou non, les priorités, ce ne sont pas les salariés qui les dictent! Lisez la Sdes qui concède que 1980 a été fructueux et détaille ensuite la situation conjoncturelle: «(...) Il s'agit de créer les conditions propres à encourager les entreprises à investir ou du moins à ne pas les en dissuader. Les investissements doivent permettre aux entreprises d'améliorer leurs marges bénéficiaires, faute de quoi les chefs d'entreprises y renonceront. Dans le climat conjoncturel d'aujourd'hui, chercher à «récupérer» cette amélioration des rendements au nom de la redistribution, c'est-à-dire en augmentant les charges salariales, les charges sociales et fiscales serait une opération tout à fait stérile.»

«Une opération stérile» après une «bonne» année: on n'ose pas penser à ce que serait une telle «opération» après une année médiocre... Bref, ce n'est jamais le bon moment! Le caractère immuable de cette argumentation pseudo-économique, tout pareil à celui qui préside depuis des décennies aux négociations sur la durée du travail, expliquerait à lui seul le durcissement des conflits et des revendications côté travailleurs.

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 576 22 janvier 1981
Dix-huitième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 48 francs.

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Rudolf Berner
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Jean-Daniel Dellej
Yvette Jaggi
Victor Ruffy
Jean-Jacques Schilt

Entente des droites: les penseurs et les autres

«(...) Les radicaux vaudois, après une brève période révolutionnaire au milieu du 19^e siècle, ont conservé, en guise de doctrine, l'idéal démocratique, mais ils ont surtout assis leur pouvoir et gouverné. L'apport idéologique des loges, l'apport alimentaire des cafetiers, l'apport de conviction du corps enseignant primaire marchant vers les Lumières se sont combinés pour maintenir la domination tranquille et massive, durant près d'un siècle, d'un régime et d'un parti qui puisait dans sa puissance même sa raison d'exister.

» Dans sa puissance et dans son succès, car c'est l'honneur des radicaux d'avoir mené le canton au long de nombreuses étapes de sa modernisation. Nous leur devons une bonne école, une forte armature administrative, un réseau routier qui fut enviable jusque dans les années 1950, et d'autres réussites. Un slogan de nos voisins dit que la France n'a pas d'énergie mais des idées; on pourrait dire l'inverse des radicaux vaudois de la grande époque: peu d'idées, mais de l'énergie.

» Les radicaux ont eu le sens de l'Etat, mais avec excès. C'est probablement l'aspect le plus fâcheux de leur longue domination, et dont la conséquence est d'avoir quelque peu paralysé des forces vives du pays. Ils n'ont pas été «étatistes» par amour des lois, mais par goût immodéré de l'officialité. Pour beaucoup d'entre eux, la vie sociale entière gravitait autour de la fonction publique, de la magistrature, du Château (...)

» Pendant un siècle, quel qu'en soit le bilan, les radicaux ont pu se passer de doctrine; il leur suffisait de régner. Ayant perdu la majorité absolue, ils ressentent aujourd'hui le besoin de donner une image plus affirmée de leur parti qui, sans cela, courrait le risque de s'enfoncer dans le marécage

d'un centre indéfini, entre deux concurrents plus déterminés; le risque, finalement, de n'avoir qu'une caractéristique négative: celle de n'être ni libéral, ni socialiste (...)

De qui, cette volée de bois vert administrée au très considérable et très considéré parti radical vaudois, partenaire majoritaire de l'entente des droites qui fait la loi dans le canton depuis des années? D'un mauvais esprit gauchiste et iconoclaste? Vous n'y êtes pas du tout; et nous n'allons pas vous faire languir. Ces lignes sont extraites d'un texte intitulé «Les radicaux à la recherche d'eux-mêmes», paru dans «La Nation» datée du 12 janvier 1981 (l'organe de la Ligue vaudoise entrait ainsi en fanfare dans sa 51^e année) et signé de J.-F. Cavin, secrétaire des Groupements patronaux vaudois et par ailleurs rédacteur responsable de ce bimensuel, au ton ultra-conservateur bien connu.

Qu'est-ce à dire? Suffirait-il d'une malheureuse candidature libérale au Conseil d'Etat pour que l'entente se craquelle, pour que cette voix unique radicalo-libérale tant vantée (pour l'élection au Conseil des Etats, par exemple) se révèle n'être qu'un duo de circonstance, mal accordé pour ne pas dire dissonnant? Le corps électoral aura pris date, pour la prochaine «liste commune».

PS. Les milieux politiques traditionnels et traditionnalistes qui se plaisent à répéter, dans la perspective de renouvellement partiel du Conseil d'Etat vaudois, que le canton n'est pas «mûr» pour l'accession des femmes à des postes de responsabilité politique importants devraient se pencher sur les résultats du premier round de l'élection municipale qui vient de se jouer à Morges. Dans cette ville qui n'est pas précisément réputée pour son progressisme, la candidate socialiste à l'exécutif communal, soutenue par l'électorat féminin, est parvenue à menacer les positions du candidat bourgeois unique, alors que le parti de gauche ne mobilise généralement qu'un quart des votants.

RADICALISME VAUDOIS

Réforme de l'école: l'enterrement

Dans le canton de Vaud, les choses vont lentement. C'est ainsi qu'il a fallu vingt ans d'études et trois chefs — tous radicaux — du Département de l'instruction publique pour que le Conseil d'Etat présente enfin au Grand Conseil un modeste projet de réforme de l'école.

Au début de 1960, l'exécutif désignait une commission extraparlamentaire de 40 membres chargée d'étudier la structure d'ensemble de l'école vaudoise. L'ambiance était alors au changement. Les Groupements patronaux, comme toujours, donnaient le ton; le groupe de réflexion présidé par l'un de leurs secrétaires aboutissait à la conclusion que «les changements partiels récemment apportés à l'école vaudoise (en 1956, Ndlr) ou actuellement prévus constituent des adaptations, souvent heureuses. *Mais la réforme reste à faire*».

Rien d'étonnant, dans ce contexte, que le Conseil d'Etat ait remercié la commission des 40 de son rapport en le jugeant comme partiel et trop timoré (il proposait notamment la création d'un cycle d'observation de deux ans faisant suite à quatre années primaires).

Trois ans plus tard, on passait à l'étape suivante: était créé officiellement le Conseil de la Réforme et de la Planification Scolaire (CREPS), qui précisait les objectifs généraux de l'enseignement («faire acquérir des connaissances, développer une personnalité autonome, éveiller le sens de la solidarité»), proposait une nouvelle structure (en fait, deux projets, dont le deuxième était «inspiré des réformes allemande et suédoise»), insistait sur la nécessité de reformer relation pédagogique et méthodes «qui, pour une large part, influent sur le rendement d'un système scolaire».

En 1971, le Grand Conseil acceptait avec une unanimité touchante le rapport du CREPS et ses conclusions: «Le temps n'est plus où l'on peut espérer créer un système scolaire valable pour plusieurs décennies et attendre qu'il soit complètement au point avant de le faire entrer en vigueur. L'évolution rapide de la société impose des structures dont la souplesse permette une incessante adaptation à de nouvelles conditions. C'est dire que notre canton doit entrer dans un processus de *réforme permanente* qui lui évitera le risque de la cristallisation.»

Dans la foulée, il décidait la création de deux «zones pilotes», à Rolle et à Vevey.

En 1980, il n'est plus question d'objectifs, ni de méthodes, ni de relation pédagogique. Le chef du DIP insiste sur le simple aménagement administratif que représente la réforme version 80. Conclusion de l'exposé de motifs: «Cette solution, à laquelle les années d'application ne devraient apporter que des ajustements mineurs, offre à l'école vaudoise, qui en a grand besoin, une garantie de stabilité.» Comme le dit avec une belle franchise celui qui aurait dû encourager le renouveau d'une école vaudoise qui en a bien besoin, «on a renoncé aux objectifs pédagogiques, mais on a pris en considération tout le reste!».

LE VIRAGE DE 1976

En fait, le virage — astucieusement baptisé «temps d'arrêt»... alors que rien n'avait encore commencé! — a été pris en 1976. De nombreuses voix s'étaient alors élevées contre ce qui apparaissait déjà comme l'enterrement de la réforme: la gauche du Grand Conseil, la Société pédagogique vaudoise, le groupe enseignant de la VPOD, le Mouvement pour la réforme de l'école vaudoise. L'Association des parents d'élèves, de son côté, «regrettait que la pause

décidée maintienne, pour plusieurs années, deux défauts importants du système scolaire vaudois: une sélection prématurée et difficilement réversible, ainsi que, depuis 1978, un cycle d'orientation excessivement court dans les collèges». Rien n'y fit: la majorité de droite du Grand Conseil suivait le Conseil d'Etat. Fort de cet appui, le chef du DIP pouvait continuer «à remettre de l'ordre», pour reprendre les invitations que lui adressaient les Groupements patronaux, entre autres groupes de pression de droite; il imposait la renonciation aux objectifs affectifs et à la recherche sur les méthodes, la normalisation des zones pilotes (avec le rétablissement de la note chiffrée, par exemple).

Aujourd'hui, il n'est plus question que de structure. Après quatre années d'école primaire, tous les enfants entreraient dans un cycle d'observation de deux ans (avec des cours à niveau en français, allemand et mathématiques en 6^e), pour être répartis en trois divisions imperméables en 7^e, 8^e et 9^e années, à raison de 25% des élèves en Gymnasiale, 35% en Supérieure et 40% en Préprofessionnelle. La durée du gymnase serait portée à trois ans pour les futurs bacheliers (et maintenue à deux ans pour le degré diplôme):

Ce projet est insatisfaisant pour de nombreuses raisons. Il ne présente plus aucune perspective, aucun objectif (par exemple, favoriser l'épanouissement de tous les enfants, donner à chacun le meilleur niveau de formation possible); il se limite aux changements qu'il n'est pas possible d'éviter. Dès la 7^e, il recrée trois filières qui sont l'exact décalque du système actuel. Alors que, dans la zone pilote de Vevey, les élèves de P représentent le 20% de la volée, ce chiffre est doublé sans aucune explication dans le projet du Conseil d'Etat. Celui-ci n'oserait-il pas avouer que cette proportion correspond mieux aux vœux des milieux économiques, qui ont

besoin d'un réservoir de travailleurs mal formés pour pouvoir continuer à les sous-payer? Où est l'intérêt de l'enfant, curieusement absent de l'exposé des motifs, alors qu'il était constamment évoqué par le même Conseil d'Etat pour justifier son rejet de l'initiative en faveur de la semaine de cinq jours?

Le canton de Vaud continuera d'autre part à avoir la plus faible proportion de bacheliers de toute la Suisse romande. En effet, à Genève, plus de 60% des élèves sont dans une section pré-gymnasiale en 7^e, en Valais, plus de 50%, à Fribourg plus de 40%. En Valais et à Genève, les réorientations sont faciles en 7^e, alors qu'elles seront pratiquement exclues dans le canton de Vaud.

La création de niveaux en 6^e en allemand, français et mathématiques n'a d'autre but que de trier les élèves et de «gagner du temps» pour les futurs gymnasiens. Il en est de même pour l'introduction de l'anglais en 6^e: après cet «essai», les élèves de S et de P pourront (et devront à certains endroits?) l'abandonner après une année.

Le projet, si maigrelet soit-il, offre pourtant quelques avantages: suppression de l'examen d'admission en 4^e et report de la sélection (de deux ans si la gauche parvient à empêcher l'introduction des niveaux); regroupement sous un même toit de tous les élèves, qui pourront ainsi bénéficier des mêmes équipements (pour qui compare le matériel à disposition des collégiens — centres de documentation, magnétoscopes, laboratoires de langue et de sciences, etc. — à celui dont disposent les élèves «restés en primaire», cet aspect n'est pas négligeable); création de conférences des maîtres primaires et secondaires, animées par un directeur.

On le voit, pas de quoi se scandaliser ni s'enthousiasmer. 1981 marque, pour l'avenir de l'école vaudoise, la fin du rêve et la victoire du radicalisme le plus étriqué.

Le bilan (social) selon saint Pierre

Au début septembre 1978 la Migros publiait son premier bilan social accompagné d'une véritable comptabilité de la valeur ajoutée par la « communauté Migros » en 1975-76. Trois semaines plus tard la brutale suppression de « Tat » venait jeter une lumière particulièrement crue sur un document par ailleurs intéressant, original et plutôt sympathique jusque dans ses imperfections. Seuls les silences ou les glissades habiles sur les sujets délicats (personnel, fournisseurs, etc.) faisaient penser que ce premier bilan social avait un fort relent d'instrument de public relations.

En tout cas l'instrument a été utile puisque le « monde entier » (Pierre Arnold) s'est intéressé à cette publication qui a valu à la Migros les compliments de l'Administration américaine, une men-

tion dans le dernier Alvin Töffler¹ et la reprise dans le premier manuel d'étude de cas sur le « capitalisme responsable »².

Le deuxième bilan social publié en décembre risque de ne pas connaître un sort aussi flatteur, même si à bien des égards il représente une meilleure unité de ton et élude moins les problèmes que rencontre ou engendre un monstre de la taille de Migros, dont les ventes au détail dépassent d'un bon milliard les recettes des six cantons romands (1979).

C'est que le M-bilan social 1980 constitue une présentation plutôt ennuyeuse des activités et des objectifs sociaux de la communauté Migros. L'ensemble ressemble à une espèce de litanie grave à mi-chemin entre les thèses moralisantes de Gottlieb et Adèle Dutweiler et le puritanisme efficiel des managers qui les appliquent: en bref l'évangile selon saint Pierre (Arnold).

Or donc mes frères, ouvrez le Livre au chapitre consacré à la réfutation des reproches faits à la

Migros d'abuser de sa puissance, en particulier dans ses relations avec ses fournisseurs!

Passons sur l'entourloupette consistant à réfuter d'entrée la définition de la puissance donnée dans son rapport sur cette question par la Commission des cartels en 1976. La Migros, conseillée en matière de bilan social par le professeur berlinois Meinolf Dierkes, préfère la définition de son collègue Helmut Arndt: « La puissance d'achat est la puissance de donner des ordres et elle s'impose chaque fois qu'un fournisseur dépend de son acheteur à tel point qu'il ne peut pas perdre les commandes de celui-ci sans mettre son existence en danger. »

DÉPENDANCES

Enquête a été faite auprès de 163 fournisseurs extérieurs au groupe Migros et de 55 acheteurs de la maison. Il en ressort une quinzaine de pages et

L'exécution de « Tat »

Le « bilan social » M 1980 était bien sûr l'occasion de tirer un trait sur une tentative de presse qui a fait couler de l'encre — pour autant que cette expression soit encore de mise à l'heure de l'offset — dans toute la Suisse et pendant des mois, celle de « Tat ». Le sujet est expédié en 34 lignes, pas une de plus pas une de moins, au chapitre « Migros et le domaine public ». Pour l'édification du lecteur, nous citons ce passage « in extenso ». Où l'on constatera tout de même que si le couperet est tombé avec la sécheresse que l'on sait, la justification de la mesure finale est pour le moins floue:

« Objectifs. Les objectifs de « Tat » sont restés tels qu'ils avaient été définis dans le premier bilan social: engagement en faveur d'une société libre,

ouverte et démocratique, en faveur du capital à but social et des consommateurs; lutte contre les monopoles, les cartels et les abus. « Tat » devait être un forum de libres discussions, exposer des problèmes culturels accessibles à tous et contribuer, sur le plan politique, à servir de lien entre l'Etat et le citoyen.

» Réalisation des objectifs. « Tat » a trouvé jusqu'au bout un très large écho auprès de ses lecteurs. La rédaction est arrivée, par une nouvelle conception du journal, à atteindre ses lecteurs et à engager la discussion sur les problèmes fondamentaux de notre société. En ce qui concerne les sujets traités, les objectifs culturels ont été largement atteints. Il en a été de même pour les buts visés dans les domaines de la consommation, de l'économie et du travail. « Tat » a connu moins de succès dans le secteur social. Enfin, il n'a jamais atteint son objectif le plus élevé: devenir un journal politi-

que, mais indépendant de tout parti, qui serve de lien entre l'Etat et le citoyen.

» Evolution du tirage. Le nouveau « Tat » a démarré en avril 1977 avec un tirage total de 78 500 exemplaires environ; conformément aux prévisions, son tirage est ensuite tombé, à la fin de l'année, à 62 500 exemplaires environ. Il a atteint son tirage maximum en avril 1978 avec quelque 70 000 exemplaires. Lorsque le journal a cessé de paraître, en septembre 1978, il tirait à 64 300 exemplaires.

» Jugement global. L'expérience du nouveau « Tat » est un échec. »
Punkt schluss.

La question subsiste: « l'indépendance à l'égard de tout parti », but suprême, était-elle hors d'atteinte des journalistes de « Tat », ou plus simplement imaginable pour Migros, éditeur? Les « coopérateurs » apprécieront.

autant de tableaux. En moyenne les achats de Migros représentent 32% des ventes de ses fournisseurs extérieurs (44% dans le secteur alimentaire, 21% dans le non-food). Pour leur part, les entreprises désignées comme «fortement dépendantes» réalisent en moyenne 60% de leur chiffre d'affaires avec Migros; cette proportion représente un danger évident même aux yeux de la Migros qui souhaite fixer «à 30% seulement la limite des achats, car le dépassement de cette limite produit un degré de dépendance dont elle ne voudrait pas porter la responsabilité des conséquences».

Jusqu'ici cependant, les rapports de forces dans l'ensemble favorables à Migros lui ont été très profitables, puisque 65% des entreprises intéressées (72% de celles qui sont très dépendantes) ont déclaré accorder à Migros des prix plus avantageux qu'à leurs autres clients. Au reste, comme les autres grandes entreprises de distribution, la

Migros sait arracher à ses fournisseurs des remises et contributions diverses, notamment aux frais de publicité et de promotion des ventes.

L'ÉVANGILE ET LA PUISSANCE

Rassurez-vous, vous qui avez entendu les plaintes des maraîchers genevois et autres arboriculteurs valaisans à propos des conditions draconiennes faites par les acheteurs Migros. Sachez que toutes ces pressions, exercées notamment sur les producteurs agricoles, ont un but parfaitement compatible avec l'évangile de la société de consommation. En effet, «dans ses rapports avec les fournisseurs, Migros fait intervenir consciemment sa puissance d'achat afin de remplir sa mission: procurer au consommateur des marchandises de haute qualité au meilleur prix possible. Pour y parvenir, les moyens usuels lui suffisent; point n'est besoin d'en venir à des pratiques telles que les primes d'introduction pour

premier contrat, la location et l'entretien des rayonnages, l'aide lors de la prise d'inventaire, les taxes pour support administratif, les montants de couverture pour perte de chiffre d'affaires, les prêts, la participation aux investissements, les dédommagements et amendes et les clauses concernant l'évolution des prix».

Vous avez bien lu entre les lignes que la pacifique Migros renonce à employer des armes que d'autres distributeurs (clin d'œil du côté de certaines chaînes de grands magasins et, bien sûr, de Denner) n'ont pas la délicatesse de laisser à l'arsenal.

¹ Alvin Töffler, «La troisième vague», Paris, Denoël, 1980 (page 302).

² Earl A. Molander, «Responsive Capitalism», Mc Graw Hill, New York, 1980, pp. 250 à 263.

Il y a la puissance économique et financière de Migros qu'on n'a pas fini de découvrir; mais il y a aussi, et là les chiffres sont encore moins connus, le poids de Migros sur le marché de l'emploi. Ci-dessous, les données globales des effectifs du personnel Migros à fin 1979.

Commentaires techniques des auteurs du bilan: «En 1979, l'effectif total du personnel de la communauté Migros a augmenté de 2,9% (2,8 en unités de personnel) par rapport à 1978; la proportion hommes/femmes est restée pratiquement inchangée, soit 46/54%; 92% des employés payés au mois sont occupés à plein temps, tandis que presque tous les employés payés à l'heure sont occupés à temps partiel» (on notera que par rapport à l'effectif total, la proportion de travailleurs étrangers tourne, d'année en année, autour des 20%). Les chiffres, donc, qui donnent une idée de l'influence de Migros sur les conditions de vie des salariés en Suisse:

LE PERSONNEL DE LA COMMUNAUTÉ M 1979

	Coopératives Migros		Entreprises de production		FCM, entreprises de service et autres entreprises*		Total communauté Migros		Répartition en %	
	PO	UP	PO	UP	PO	UP	PO	UP	PO	UP
Employés à plein temps et à temps partiel payés au mois	22 532	21 325	6 025	5 960	4 664	4 270	33 221 (32 273)	31 555 (30 667)	67,1 (67,1)	84,2 (84,1)
Employés à temps partiel et auxiliaires payés à l'heure	14 138	4 795	1 289	846	893	258	16 320 (15 856)	5 899 (5 778)	32,9 (32,9)	15,8 (15,9)
Effectif total dont:	36 670	26 120	7 314	6 806	5 557	4 528	49 541 (48 129)	37 454 (36 445)	100,0 (100,0)	100,0 (100,0)
Hommes	15 521	12 386	4 246	4 143	3 012	2 688	22 779 (22 310)	19 217 (18 726)	46,0 (46,4)	51,3 (51,4)
Femmes	21 149	13 734	3 068	2 663	2 545	1 840	26 762 (25 819)	18 237 (17 719)	54,0 (53,6)	48,7 (48,6)

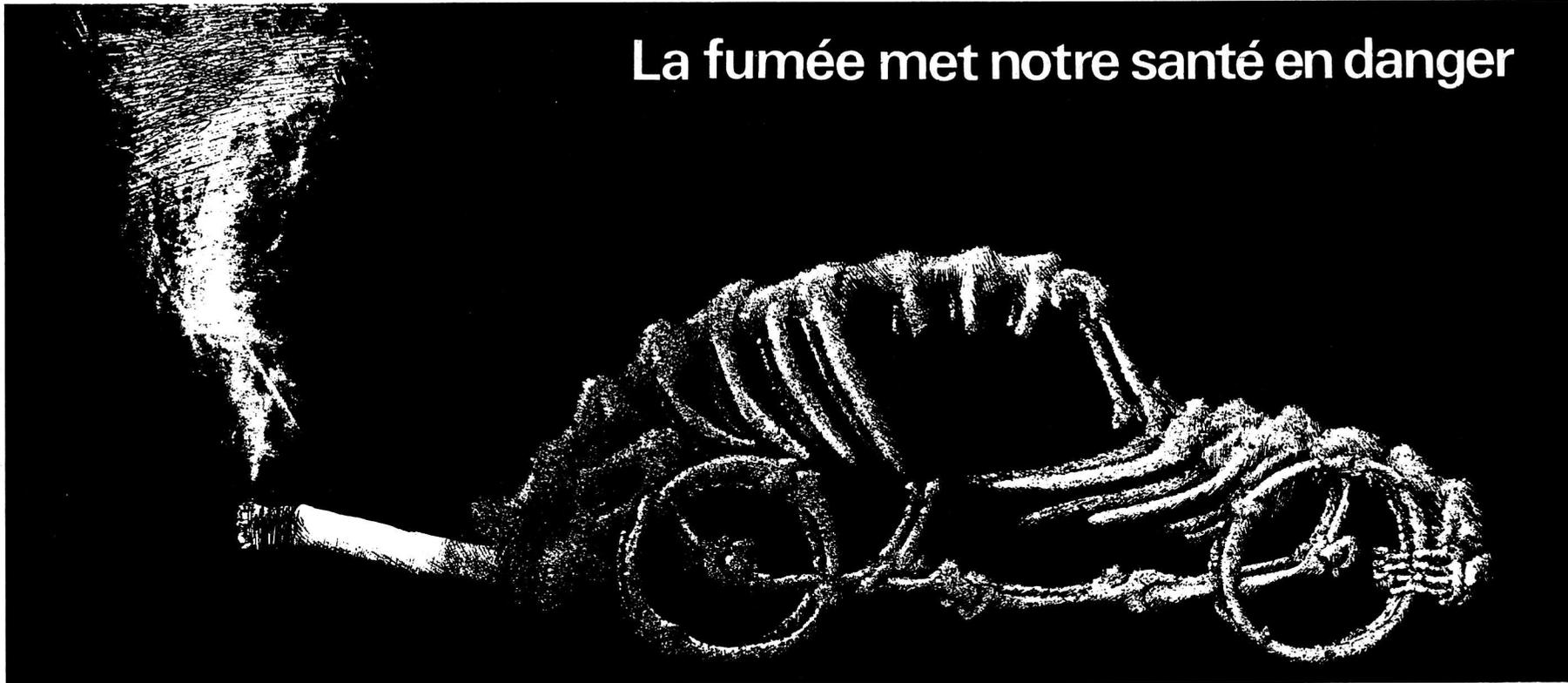
PO = Personnes occupées

UP = Unités de personnel, autrement dit total des personnes occupées converti en nombre d'employés à plein temps

* Pour 1979, non compris 1283 personnes employées à l'étranger (pour 1978, y compris 535 personnes à l'étranger)

() Chiffres entre parenthèses = 1978

La fumée met notre santé en danger



REÇU ET LU

La bataille des hebdos

La bataille des hebdomadaires à forte diffusion est maintenant lancée en Suisse romande. L'offensive a été préparée en Suisse allemande et Ringier a ouvert les feux avec la mise sur orbite d'une nouvelle formule de «L'Illustré» et surtout le lancement de «L'Hebdo» (en Suisse allemande, «Die Woche») dès l'automne prochain. Mais on n'en restera pas là: on apprend que l'autre géant de la

presse d'outre-Sarine, Jean Frey, est partie prenante dans un projet concurrent qui semble lentement se préciser sous la houlette de deux journalistes, anciens membres de la rédaction en chef du «Journal de Genève», Claude Monnier et Marian Stepczynski. Pour lancer le «numéro 0», aux côtés de l'éditeur de la «Weltwoche» (entre autres), on trouve, précisent les promoteurs de l'entreprise qui ont le grand mérite de miser sur une certaine transparence à ce chapitre, non seulement Publicitas, Sonor SA et Lousonna, mais aussi la Fédération Horlogère et Nestlé, les premières mises de fonds atteignant ainsi un total de quelque 140 000 francs.

Cible commune de «L'Hebdo» et de la publication en devenir à Genève: un public de lecteurs «avertis», étudiants, «cadres», intellectuels. L'automne sera chaud. Nul doute que les premiers visés, dans cette bataille qui s'annonce, seront les hebdos français, de «Paris Match» au «Nouvel Observateur», en passant par «L'Express» et «Le Point» qui ont trouvé une audience grandissante de ce côté-ci du Jura.

PRIORITÉ À L'ATOME

— C'est dans le dernier numéro du bulletin

d'information des organes suisses de politique de la science, «Politique de la science» n° 4/1980 (adresse utile: case postale 2732, 3001 Berne) qu'on trouvera la ventilation détaillée des sommes consacrées à la recherche énergétique par la Confédération, les cantons, les communes ainsi que par le Fonds national de la recherche scientifique. Le bilan général a déjà été publié par la presse quotidienne: même si l'énergie nucléaire n'a plus tout à fait la cote qui était la sienne il y a trois ans, elle se taille encore la part du lion dans l'ensemble des fonds (un peu moins de 100 millions de francs) consacrés à la recherche (61 %); les comparaisons internationales ne laissent du reste pas apparaître qu'ailleurs en Europe on ait vraiment renversé la vapeur dans ce secteur, pour privilégier par exemple la recherche sur les énergies renouvelables ou les économies d'énergie, si ce n'est en Autriche,

exception notable. Et dans la mesure où ce virage-là ne sera pas pris, il y a gros à parier que le fait accompli nucléaire demeurera ce qu'il est, inéluctable.

— Dans la dernière livraison de l'hebdomadaire de gauche suisse allemand «Zeitdienst» (c.p. 195, 8025 Zurich), un exercice journalistique fort utile qui est la spécialité de cette publication largement marginale: la chronologie du mois de décembre, jour par jour, sur les points «chauds» suisses allemands. Un document, pour qui ne suit pas régulièrement la presse d'outre-Sarine. Rappel: le Comité anti-répression de Genève (c.p. 99, 1211 Genève 8) a publié en français une sélection des articles les plus significatifs de «Tell», ainsi qu'une petite chronologie des événements de Zurich (juin à octobre 1980).

certain nombre de refus d'entrée en matière sur l'ensemble du projet de texte constitutionnel. Parmi ceux-là, celui du Parti radical et de l'Union démocratique du centre qui recouvrent, on le sait de longue date, également une opposition résolue à l'institution d'un service civil (l'UDC motivant son refus global de nouvelle Constitution: «Le projet de révision doit être débarrassé de tous les postulats refusés par le souverain ces dernières années et susceptibles d'être résolus par une révision partielle, comme, par exemple, le service civil de remplacement (...)).»

Satisfaites de la formulation de la commission d'experts, quelques associations pourraient constituer un premier noyau favorable à la discussion sur la nouvelle initiative: les associations de jeunesse (Cartel suisse des associations de jeunesse et Commission nationale pour les questions de jeunesse), la Fédération des Eglises protestantes et la Confédération suisse des évêques.

Parmi les formations politiques, le Parti du travail et l'Alliance des indépendants sont favorables à l'adoption telle quelle de la formulation des experts. Les socialistes, eux, demeurent plus nuancés: «La formulation qui concerne le statut des objecteurs de conscience est en tout cas meilleure que la version de l'initiative de Münchenstein telle qu'elle a été présentée par les Chambres fédérales.» Les démocrates-chrétiens, eux, semblent faire machine arrière par rapport à des prises de position plus anciennes: «Maintenant que cette exigence a été refusée à une écrasante majorité par le peuple et les cantons, il nous paraît politiquement impossible d'introduire l'idée d'un service civil dans la Constitution à l'occasion de la révision totale, bien que nous espérons et souhaitons que le problème trouve une solution satisfaisante à plus long terme.»

Au-delà des cercles de militants de l'objection, les relais existent qui pourraient réanimer le débat sur la scène nationale: de telles interventions auraient au moins le mérite de mettre en perspective la controverse sur les crédits d'armements ou l'obligation de servir pour les femmes.

LOBBIES

Service civil: des partisans qui ne désarment pas

Disparue depuis des mois du paysage politique helvétique, l'initiative pour un service civil fondé sur la preuve par l'acte, déposée à Berne fin décembre 1979. Pour mémoire, sa teneur (article 18 bis, nouveau, de la Constitution):

1. *Celui qui refuse le service militaire en est libéré s'il accomplit un service civil. La durée de ce service civil est de une fois et demie celle de la totalité du service militaire refusé.*
2. *Le service civil a pour but de construire la paix en contribuant à écarter les causes d'affrontements violents, à réaliser des conditions de vie dignes de l'homme et à renforcer la solidarité internationale.*
3. *Le service civil s'accomplit dans le cadre d'organisations et d'institutions publiques et privées qui correspondent à ses buts. La Confédération en assure la surveillance et la coordination.*

Dans l'atmosphère de raidissement qui est celle de

notre pays depuis des mois, on voit mal comment le débat public sur le service civil pourrait se rouvrir sur la base de ce texte. Il faut admettre pourtant que la votation de décembre 1977 par laquelle le peuple et les cantons refusaient une mouture déformée de l'initiative de Münchenstein n'a pas réglé la question. Pas seulement parce que les procès d'objecteurs soulèvent toujours autant d'émotion: la consultation organisée à propos du projet de nouvelle Constitution fédérale a montré que des forces politiques ou autres restaient accessibles à l'idée d'un service civil.

Les experts avaient proposé un article cernant la «défense nationale»:

1. *Tout Suisse peut être tenu au service pour la défense générale du pays.*
2. *Les hommes sont tenus au service militaire.*
3. *Celui qui ne peut pas concilier le service militaire avec les exigences de sa conscience accomplit un service civil de remplacement.*

Les réponses enregistrées laissent apparaître un

PROGRÈS

Dans la foulée des militaires

Le ciel, pourvoyeur de toutes les bénédictions télévisées: l'image de marque du satellite s'est considérablement améliorée depuis qu'il permet aux adeptes du petit écran de voir en direct M^{me} Mao face à ses juges de Pékin ou Borg, homme sandwich des courts, aux quatre coins de la planète.

En fait, cette nouvelle dimension des médias est d'abord une retombée militaire, c'est l'Institut international de recherches sur la paix (SIPRI, Stockholm¹) qui le rappelle opportunément dans son dernier rapport: satellites qui préfigurent une guerre télécommandée, qui dirigent les bombes sur leurs cibles après avoir repéré celles-ci avec toute la précision voulue, satellites intercepteurs, satellites spécialisés dans la destruction de satellites, un nou-

veau champ de bataille sans limites géographiques connues est désormais ouvert. Des chiffres? Fin 1979, un total de 1697 satellites militaires avaient été lancés, soit 75% de tous les satellites placés sur orbite (en 1979, lancement de 94 satellites militaires, dont dix américains — durée de vie: au moins six mois — et 84 soviétiques — moyenne de vie de 13 jours sur orbite). On sait que jusqu'ici, le monopole des « lanceurs » est détenu conjointement par l'URSS et les USA, avec une petite participation de la Chine.

Le « progrès », dans la foulée de la technologie militaire: quel est son prix exact?

¹ L'homologue du SIPRI à Genève vient d'être fondé: le GIPRI, qui a notamment traduit en français la remarquable brochure 1980 du SIPRI sous le titre « Armer ou désarmer » (adresse utile: 41 rue de Zurich, 1201 Genève).

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Les jours de notre liberté

Je lis dans le dernier livre de François Masnata, *La Volonté d'agir* (consacré à l'autogestion), ces lignes qui m'ont donné à réfléchir¹:

« Le Parti socialiste et l'Union syndicale ont un rôle historique à jouer. Seront-ils capables d'être les révélateurs et les organisateurs de cette nouvelle dynamique sociale qui se fait jour; ou l'étoufferont-ils? Voudront-ils comprendre que la Ligue marxiste, le POCH, les écologistes, les femmes, tous ceux qui luttent pour une autre société occupent à juste titre un terrain qu'eux-mêmes ont abandonné depuis trop longtemps? Qu'ils sont responsables de leur développement et qu'ils doivent leur être reconnaissants d'exister, au nom de la

démocratie? Comprendront-ils à temps que la dictature au Chili ou en Argentine, la terreur rouge en URSS ou au Cambodge — pour ne citer que ces cas-là — loin de constituer une raison de se contenter du capitalisme à la Suisse, doit nous pousser à défendre, pour les dépasser, nos acquis et nos conquêtes?

» Comprendront-ils à temps que les jours de notre liberté nous sont comptés, à nous aussi?

» Comprendront-ils à temps que la rupture avec le capitalisme n'est pas un slogan, mais une nécessité de survie?

» Comprendront-ils à temps que la seule alternative possible, c'est la marche lente mais opiniâtre vers l'autogestion?

» Ami lecteur, ne reste pas spectateur. Cela te concerne aussi.

» Mes conclusions sont connues: la Gauche unie

peut encore se réveiller pour arrêter la marche vers un « totalitarisme à la Suisse ». Les pages blanches qui suivent permettront au lecteur qui m'a fait l'amitié, l'honneur ou la haine de me lire jusqu'au bout, par curiosité, intérêt ou devoir, de tirer les siennes.

» Ami lecteur, la balle est dans ton camp. »

Je me suis dit: « ... les jours de notre liberté comptés... », « totalitarisme à la Suisse... » — tout de même, il exagère!

Mercredi passé, j'ai été à Berne, à une séance du Comité du Groupe d'Olten. Il y avait là l'un des rédacteurs de *Die Zürcher Unruhen*. Un homme d'une quarantaine d'années, qui dit très posément ce qu'il a vu, ce qu'il a vécu. Et tout d'abord, les nombreuses lettres anonymes, coups de téléphone anonymes, menaces de mort, menace de mort contre ses enfants (il a deux enfants d'âge scolaire), sévices contre les dits, vélo « *kaput gemacht* », etc. « Je me demande si je ne vais pas être contraint de déménager. » Voilà qui rappelle fort ce qui arriva en 1956 à Konrad Fahrner... Et puis, la manifestation du 24 décembre: huit mille manifestants (selon les données officielles), dix mille selon lui — si ce sont là des gauchistes, voire des casseurs, ça en fait vraiment beaucoup et il faut croire que « there is something rotten in Kingdom Denmark »! Et puis, le piège tendu à cette foule, attirée dans un guet-apens (malgré la convention qui avait été passée avec l'autorité), matraquée, gazée, etc. Et puis, avant et après, la campagne quotidienne (*Hetzpropaganda*), menée par la *Neue Zürcher Zeitung*, et les ennuis que l'on sait, fort graves, rencontrés par le *Tages Anzeiger*, qui sans prendre parti pour les manifestants, s'était refusé à prendre part à cette campagne...

Et puis des photos, un film, etc.

« Les jours de notre liberté comptés »? Après tout... Lisez Masnata!

J.C.

¹ Le Forum, Editions d'En Bas, 1980.